



Proletaires de tous les pays, Unissez-vous !

VENDREDI 15 JANVIER 1937.

2<sup>e</sup> ANNEE — N° 29 — Le N° 50 CENTIMES.

15, passage Dubail, Paris
ABONNEMENTS
France, 1 an... 22 fr
6 mois... 11 fr
Etranger, 1 an... 40 fr
6 mois... 20 fr
Compte-Chèque Postal
Bardin Alfred
N° 1907-81, Paris

La Lutte Ouvrière



Organe hebdomadaire du Parti Ouvrier internationaliste (Bolchevick-Léninistes) - Section Française de la 4<sup>e</sup> internationale

6 mois de prison et 10.000 frs d'amende pour les volontaires, héroïques défenseurs de l'Espagne révolutionnaire.

Le Parti Communiste s'est associé à cette mesure.

Nous répondons :

DES VOLONTAIRES pour les milices ouvrières !

A BAS LA GUERRE IMPERIALISTE !

Le sang des ouvriers d'Espagne paye la diplomatie de Eden-Blum-Staline

Tant que Hitler et Mussolini se bornaient à assassiner les ouvriers d'Espagne, ni le Quai-d'Orsay, ni le Foreign-Office ne formulaient la moindre objection.

Mais du jour où Hitler et Mussolini menacent les possessions coloniales ou les communications au Maroc et dans la Méditerranée, de l'impérialisme français et de l'empire britannique... alors il s'agit ni plus ni moins de la guerre. De la guerre impérialiste.

Que penser, dans ces conditions, de journaux, dits ouvriers, qui écrivent, comme l'Humanité, qu'ils n'ont qu'une « seule pensée » : protéger la sécurité du pays ?

Il faut penser de ces journaux, dits ouvriers, qu'il s'agit du Populaire, du Peuple ou de l'Humanité, qu'ils préparent cyniquement les masses à la guerre, et que l'aide aux ouvriers d'Espagne n'est pour eux qu'un « prétexte ».

En effet, tous ces partis socialistes, communiste, et les dirigeants de la C.G.T. ne demandent pas autre chose, à l'heure actuelle, qu'un « blocus effectif », comme si, par des pactes, on pouvait nourrir l'espoir d'empêcher le fascisme d'aider le fascisme, et le capitalisme de soutenir le capitalisme ! ! !

Dans ce concert réactionnaire, l'U. R. S. S. joue le rôle d'avant-garde. Ainsi que le dit Léon Trotsky dans une déclaration que lui prête une dépêche du Mexique et qui semble bien être de lui (il convient, en effet, de faire des réserves sur certaines dépêches, notamment celles du Times), « la bureaucratie soviétique sabote la révolution espagnole pour ne pas effrayer la bourgeoisie française : 1° Elle utilise le soi-disant Parti communiste espagnol pour empêcher le prolétariat espagnol de s'emparer du pouvoir ; 2° la bureaucratie soviétique ne donne pas au prolétariat l'appui qu'elle pourrait lui donner si elle voulait réellement la victoire. Elle ne soutient le gouvernement espagnol que dans la mesure nécessaire pour conserver son prestige devant les ouvriers espagnols. Cette situation est complètement contradictoire. C'est un double jeu. »

Ce qui n'est nullement équivoque, mais, au contraire, d'une clarté éblouissante, c'est l'appui que la bureaucratie soviétique apporte à l'impérialisme français. Chaque jour l'Humanité insiste bien sur le fait qu'il s'agit de la Reichswehr et de l'« étranger ».

Peri cite Perlinax, journaliste de l'état-major, avec ferveur. Autrefois, l'Humanité défendait l'indépendance du Maroc contre l'impérialisme français.

Aujourd'hui, l'Humanité défend l'intégrité des possessions de l'impérialisme français. Ce qui peine les cours français de Paul Vaillant-Couturier et Cachin, c'est que l'étranger viole les traités de 1912 et la ligne bleue des Pyrénées.

Ce tintamarre chauvin ne peut s'étaler aussi cyniquement, que parce qu'il « exploite » le noble sentiment des ouvriers français à l'égard des combattants d'Espagne.

Mais, pendant que l'Humanité défend le Maroc et les frontières des Pyrénées, elle laisse tomber les ouvriers de Madrid. On ne parle plus de briser le blocus. L'U.R.S.S. donne un appui au compte-goutte. Elle répond présent à toute tentative de renforcer le blocus.

Eden fait décréter que les volontaires anglais seront punis de prison.

Blum-Delbos vont en faire autant pour les volontaires français.

Staline a promis de s'associer à cette comédie !

La seule condition : c'est que les pays fascistes jouent, eux aussi, la comédie des pactes et du contrôle ! Des flots de sang ouvrier ont payé la diplomatie de Blum-Eden depuis le 19 juillet ! Au bout de cette diplomatie se trouvait la guerre impérialiste, c'est-à-dire des flots de sang ouvrier non seulement pour l'Espagne, mais pour le monde entier.

Le fascisme espagnol pouvait être brisé en quelques semaines sans le blocus Blum-Eden-Staline.

Mais les capitalistes de France et d'Angleterre ne veulent pas de la victoire des ouvriers. Et les « communistes » sont aux ordres des capitalistes franco-anglais.

Dès que ces derniers se sentent menacés dans leurs possessions, alors ils passent de la non-intervention à l'action de guerre.

Les ouvriers n'ont rien de commun avec les pactes de non-intervention et de contrôle Blum-Eden-Hitler-Mussolini auxquels s'associe l'U. R. S. S.

Ils n'ont rien de commun avec la guerre impérialiste, conséquence des conflits entre ces impérialismes, dont l'U. R. S. S. soutient le bloc « démocratique ».

Pour briser le blocus, il faut intensifier l'action directe contre le capitalisme français, et envoyer des armes et des volontaires directement aux ouvriers d'Espagne.

Pour faire reculer la guerre, il faut développer la guerre civile contre notre propre impérialisme. Il faut lutter contre ses budgets de guerre et d'exploitation coloniale. Il faut lutter pour l'indépendance des colonies.

Il faut débarrasser le monde de la racine de la guerre : la propriété capitaliste.

Comment les métallos du Nord ont été trahis !

Il faut unifier les luttes pour le contrôle ouvrier !

Un militant révolutionnaire qui a participé à la grève, nous écrit :

Les dirigeants syndicaux staliniens des Métaux s'efforcent de justifier le mouvement gréviste du Nord par la provocation, faisant écho aux déclarations gouvernementales.

En fait, le prolétariat n'assiste pas impassible à la réduction systématique des avantages acquis en juin.

Rappelons qu'avant juin 1936, par exemple, que dans le Donais des manoeuvres étaient payés 1 fr. 75 de l'heure ; que, dans le textile, Roubaix-Tourcoing, des femmes conduisaient pour des salaires misé-

AU MAROC

Blum défend les rapines de la Banque de Paris

En 1925, Abd el Krim leva au Maroc espagnol, puis français, le drapeau de la révolte contre les oppresseurs impérialistes.

Painlevé, approuvé par la S.F.I.O., organisa alors la guerre de brigandage que fit la bourgeoisie française pour défendre les intérêts de la Banque de Paris et des Pays-Bas, qui mettent le Maroc en coupe réglée.

Le Parti Communiste mena une lutte énergique pour dénoncer cette politique, qui jeta 200.000 soldats français dans le Rif.

En 1936, ça recommence ! Inquiète de la pénétration de l'Allemagne au Maroc espagnol, la Banque de Paris exige une intervention du Gouvernement. On emprisonne les nationalistes marocains. C'est Blum et Moutet qui

dirigent cette politique.

Blum, Daladier et Cie, appuyés par Thorez, organisent le blocus de l'Espagne, vont empêcher l'envoi de volontaires.

RIEN POUR LA REVOLUTION ESPAGNOLE !

Blum, Daladier, excités par Thorez, envoient des escadres au Maroc et sont prêts à la guerre contre les intrigues d'Hitler dans le Rif.

TOUT POUR LA DEFENSE DE LA BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS !

Le Maroc aux Marocains ! Aide active aux ouvriers révolutionnaires d'Espagne ! A bas la politique du Front Populaire ! Voilà la politique du PARTI OUVRIER INTERNATIONALISTE.

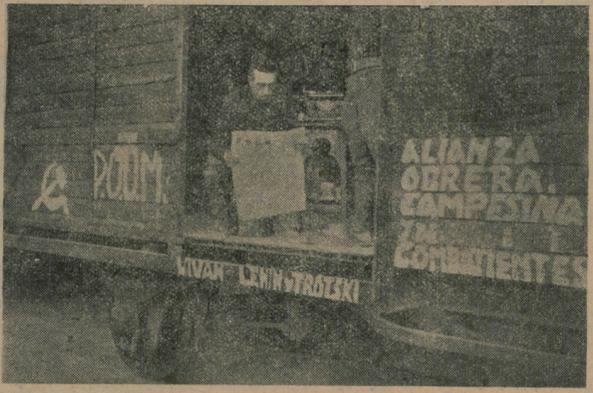
« Plus de grèves » pour la guerre impérialiste !

Blum a demandé aux Métallos du Nord de s'incliner au nom de la Défense nationale, dans son télégramme vivement approuvé par le Sénat et les 200 familles.

Tout l'appareil du Front Popu-

Plus de grève grâce à la loi des chefs « socialistes » et « communistes », qui ont donné au pouvoir capitaliste le moyen de briser la lutte des ouvriers.

Comme en 1914, les chefs d'union



laire : Gouvernement, radicaux, chefs socialistes, chefs communistes, chefs syndicaux a été mobilisé pour étouffer les grèves.

« Plus de grèves », tel est le cri de victoire du Populaire. Plus de grèves, les ouvriers du Nord ont dû capituler sous le chantage de la défense de l'impérialisme rapace.

sacrée veulent arrêter la lutte de classe devant la guerre. Socialisme, syndicalisme, articles du « temps de paix... » Et encore dans les phrases... Le seul moyen d'éviter la guerre : la lutte des classes pour faire reculer le capitalisme. Et si la guerre éclate, la continuation de la lutte de classe.

Les classes 25 et 33 feront une nouvelle période !

Ce que ni Tardieu, ni Laval n'avaient osé réaliser...

La Lutte Ouvrière sera probablement le premier et le seul journal à vous alerter : ce qu'aucun gouvernement d'union nationale n'avait osé faire, une fois de plus, c'est le gouvernement de Front populaire qui le réalise ; après les exercices de « défense passive » sur Paris, après les deux ans, après le plus fort budget de guerre, voici les périodes de réserve à outrance !

En 1937, les classes 25 et 33 feront une période (15 jours pour la première, 21 pour la seconde). En plus de cela, certaines catégories d'armes de toutes les classes feront une période variable, entre autres les unités de la D. A. T. (défense aérienne du territoire).

Ainsi, la classe 25 tout entière va accomplir en 1937 une deuxième période : TOUS LES GOUVERNEMENTS AVAIENT RECULE DEVANT CELA, craignant les campagnes communistes et les manifestations des « réservoirs ». Maintenant, grâce à la trahison stalinienne, à l'entrée du P. C. dans le clan social-patriote, l'Etat-Major ordonne, le Gouvernement de F. P. obéit et la 25 va faire 15 jours d'intense entraînement à la boucherie.

Mais, camarades socialistes et communistes des 25 et 33, quand nous serons « réservoirs », manifesterons-nous aux cris de « Vive le Front Populaire », de « Vive Blum », de « Blum à l'action », ou devrons-nous chanter le couplet des généraux de l'Inter ?

Camarades de la gauche révolutionnaire, des J. S., faut-il continuer d'avoir confiance en Blum et consorts, ou faut-il rompre avec la discipline des Partis qui « luttent pour la paix »... en préparant ouvertement la guerre et l'Union Sacrée pour le compte de notre capitalisme ?

P.-S. — Notre information provient : 1° article 78 de la loi du budget 1937 (J. O., 1-1-37) ; 2° Circulaire dans tous bureaux de postes).

LE FAIT de la semaine

Un mot historique : « La Grande-Bretagne s'impatiente... »

L'Humanité, dont la frénésie chauvine est tout à fait à la hauteur de celle du Matin, en est arrivée au stade des « mots historiques ». Le dernier est de M. Nizan, rédacteur diplomatique : « La Grande-Bretagne s'impatiente » (Humanité, du 10 janvier).

M. Nizan, en bon rédacteur, avoue qu'il souffre beaucoup depuis quelques jours pour la paisible possession des conquêtes des impérialismes repus de France et d'Angleterre. Comment... le Maroc est menacé comme en 1912, et... le 2 août 1914 n'est pas encore revenu ! ! !

M. Nizan, qui a des connaissances, ne peut pas être : « France, réveille-toi ! » C'est trop commun, alors il écrit parce que le Cabinet anglais s'est réuni d'urgence. « On ne peut pas ne pas approuver l'impatience anglaise... Le temps presse... Londres paraît l'avoir compris mieux que Paris. »

En effet, Londres s'impatienteait...

Mais ce fut pour déclarer que, spontanément et unilatéralement (landis que Hitler et Franco, continueraient à envoyer des « volontaires » fascistes, le Gouvernement de Sa Majesté, aux termes du « Foreign enlistment act » considéreraient dès maintenant, « comme un délit punissable pour un sujet britannique, d'accepter tout engagement dans les troupes de l'un des deux partis ou pour toute personne, de recruter dans le Royaume-Uni des volontaires pour servir en Espagne ». Les engagements de volontaires seront passibles de prison. En fait d'impatience, il semble bien que, sous l'effet de la chaleur patriotique, les rédacteurs de l'Humanité s'impatientent un peu trop.

Un mot historique de plus : « La Grande-Bretagne s'impatiente. » (Humanité du 10 janvier).

L'Humia prend place dans la « tradition française » de Mac-Mahon, Déroulède, Barrès, le général de Castelnau.

Dans la voie des mots historiques, jusqu'au massacre.

Salut à Léon Trotsky !

Jeté dans un cargo, en violation de tous les droits et de toutes les garanties, Léon Trotsky a pu néanmoins débarquer au Mexique !

Ce fut pour y trouver des bandes de staliniens déchainés. Les auteurs et complices de la plus grande trahison de l'histoire parlent de faire chasser Trotsky du Mexique. Trotsky répond en stigmatisant la trahison stalinienne dans le monde. Il montre le vrai coupable de la victoire d'Hitler : le Komintern. Les bolchevicks léninistes, tous les militants d'avant-garde, assurent l'artisan de la victoire d'Octobre, le créateur de l'Armée Rouge, le guide des ouvriers révolutionnaires, de leur volonté de monter autour de lui la garde la plus vigilante pour qu'il puisse continuer à servir la victoire du bolchevisme mondial.

(Suite page 3, 1<sup>re</sup> colonne)

# LES LUTTES INTERNATIONALES

Chez les sans programme

## Des lézardes dans le Bureau de Londres

Voici un simple petit tableau des évolutions récentes des organisations-piliers des « Bureaux de Londres ». Les commentaires suivront d'eux-mêmes.

1° A tout seigneur, tout honneur : le S. A. P. (Parti Socialiste Ouvrier d'Allemagne), adversaire acharné du trotskysme, vient de signer le Manifeste du Front Populaire allemand (*Humanité* du 9 janvier 1937). Ce manifeste est la traduction des programmes des Fronts Populaires du monde entier : la collaboration de classes élevée à la hauteur d'un dogme. La conclusion, c'est que « dès que la liberté sera assurée, (Mais comment ? Avec les baïonnettes de Gamelin et Daladier ? L. O.) le peuple, au moyen d'un vrai scrutin démocratique, élira ses représentants qui seront responsables devant lui ».

Ainsi, le S. A. P. est maintenant lié aux stalinien par un pacte qui approuve la politique extérieure russe, et qui préconise un programme « démocratique bourgeois ». On comprend maintenant la dénonciation systématique du trotskysme. Le pacte est signé par le S. A. P. par Schwab, et par H. Diesel, qui s'efforce à Barcelone de raccommoquer par des discussions de couloir la politique contre-révolutionnaire de Comarera et le P. O. U. M., au nom du Bureau de Londres. Mais, au fait, que pense le Bureau de Londres du Front Populaire allemand ?

2° L'I. L. P. (Parti travailliste indépendant) suit le même chemin sous prétexte « d'unité », l'I. L. P. propose sa rentrée dans le Labour Party sur la base d'un pacte conclu avec le Parti communiste et la Socialist League, c'est-à-dire d'un programme de Front Populaire anglais. (*New Leader*, du 25 décembre). Le programme se couvre de quelques phrases sur la nationalisation... Mais son but est d'approuver la politique d'alliance militaire des pays « démocratiques ».

Il l'exprime de la façon suivante : « Nous comprenons que l'aide que la Russie soviétique donne au gouvernement et aux ouvriers (qu'en pensez-vous, militants révolutionnaires espagnols ? L. O.) comporte de très sérieuses conséquences internationales, et, reconnaissant la Russie Soviétique comme le Premier Etat Ouvrier, nous sommes prêts à subordonner notre critique à la nécessité suprême de mobiliser l'aide

à la Russie Soviétique dans la crise internationale actuelle. »

Traduit en bon français, et même en bon anglais, cela veut dire : « Cher mister Staline, continuez à brimer le prolétariat à déporter, emprisonner, assassiner, à étouffer dans le monde le prolétariat révolutionnaire ; nous sommes prêts à aider votre politique internationale ; évidemment, l'appui des généraux et états-majors anglais et français vous sont plus utiles que nous, mais nous pouvons quand même vous être utile à quelque chose pour tromper les ouvriers anglais. Par saint Patrick, saint Maxton et saint Staline, amen ! »

En voici la preuve : c'est le texte du projet de pacte actuellement en discussion entre l'I. L. P. et le P. C. Ce texte déclare :

« Adoption et action pour protéger les peuples du monde de la menace croissante de l'agression fasciste, par la mobilisation de l'opposition maximum, effective à une telle agression, pour le maintien de la paix, pour la défense de l'U. R. S. S. et le soutien de sa lutte pour la paix, pour un pacte entre l'Angleterre, l'U. R. S. S., la France et tous les autres Etats dans lesquels la classe ouvrière a la liberté politique, pour assurer la paix. »

« Chaque partie (I. L. P., P. C., S. L.) s'abstient de toute critique générale de la politique de l'U. R. S. S. ou de son Gouvernement, et au cas où une des parties considérerait cette critique nécessaire dans un cas particulier, les trois parties se rencontreront avant que toute critique soit faite, pour discuter la question afin de prévenir toute rupture de l'unité. »

Qui ne comprendrait maintenant le sens des pantalonnades du Congrès de Bruxelles — contre « la guerre, le fascisme et l'impérialisme » ?

3° Enfin, voici les franc-tireurs du Bureau de Londres : la Gauche Révolutionnaire de la S. F. I. O. La gauche de la gauche (Beaurepaire, Weitz, etc., etc.) vient de constituer un Comité pour « la levée de l'embargo » de l'Espagne. Très bien ! Mais ce Comité est réservé à l'intérieur du parti socialiste et s'abstient de toute action extérieure.

Ces camarades n'ont pas encore compris que la lutte pour la révolution espagnole, c'est la lutte dans les masses contre la politique de Blum. Mais on comprend mieux leur ré-

serve lorsqu'on lit la motion que cette tendance met en circulation. En effet, elle propose tout bonnement que Blum, Delbos, Daladier, Gamelin et Compagnie fasse une « rupture solennelle avec tout le passé impérialiste de la France » (sic !). Cette rupture « comporterait la renonciation définitive à tout l'héritage d'une politique étrangère traditionnellement combattue par le socialisme, une offre de paix loyale et totale à l'Allemagne et une proposition immédiate de Conférence Internationale chargée de reprendre à sa base l'organisation générale du monde et de définir un nouveau statut de paix juste et de paix désarmée ». Du pur crétinisme wilsonien !

Simple coup d'œil. Il justifie amplement la position de la IV<sup>e</sup> Internationale vis-à-vis du « Bureau de Londres », n'est-ce pas ?

### Les attaques contre le P.O.U.M.

#### Pour une Commission internationale d'enquête

Le P. O. U. M. vient de s'adresser aux grands organismes ouvriers en leur demandant de participer à une Commission d'enquête sur les calomnies stalinien. Il s'était adressé au Bureau pour la IV<sup>e</sup> Internationale, qui a adopté dans sa dernière réunion la résolution suivante :

« Le Bureau pour la IV<sup>e</sup> Internationale, ayant pris connaissance de la résolution du C. E. du P. O. U. M. proposant une Commission internationale pour examiner les accusations stalinien (terrorisme, Gestapo, etc...), décide d'apporter son plein concours à cette Commission, et désignera à cet effet une délégation en temps utile ; il fait appel dès maintenant aux camarades étrangers en Espagne, aux organisations adhérentes au Bureau et à leurs militants, pour contribuer à la propagande de cette Commission. »

Le P. O. I. fera des propositions pour lier le travail de cette Commission en Espagne avec celles qui sont en voie de constitution en Europe et en Amérique pour les mêmes buts.



Salut de la Conférence du P.O.I. aux combattants

La Conférence du P. O. I. adresse aux ouvriers armés d'Espagne son salut chaleureux. Elle décide d'intensifier la lutte entreprise dès les premiers jours pour envoyer directement aux miliciens des armes, des munitions et des volontaires ; de doubler d'efforts pour briser le blocus contre les ouvriers d'Espagne, qu'il s'agisse du blocus des armes de Blum-Eden, ou du blocus des volontaires, que cherchent à imposer les gouvernements de Paris et de Londres avec l'aide de Moscou, tandis que Hitler et Mussolini ravitaillent sous toutes les formes Franco et les fascistes.

Les bolcheviks-léninistes luttent de toutes leurs forces pour empêcher l'étranglement de la révolution et la suppression des conquêtes ouvrières, exigées par les Etats capitalistes et l'U. R. S. S. en compensation de leur aide « morale » et matérielle.

Ils font appel aux travailleurs pour soutenir les sacrifices ; des héroïques miliciens par les plus grands efforts matériels. Un service spécial du parti est chargé de recueillir les souscriptions, d'envoyer aux miliciens des vêtements, des colis, de répartir des enfants espagnols réfugiés parmi les camarades qui en feront la demande.

La Conférence du P. O. I. salue avec fierté les militants bolcheviks-léninistes qui luttent héroïquement sur les fronts d'Espagne contre les armées de Franco. Les miliciens, membres de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui sont à la pointe du combat armé, contre les bandes fascistes, veulent en même temps entraîner la classe ouvrière dans la voie de la révolution socialiste. Frappés en pleine poitrine par les balles fascistes et dans le dos par la répression stalinienne, réformiste, bourgeois, les militants de la Quatrième Internationale, quoique peu nombreux, remplissent leur tâche avec un courage physique et politique qui sont la fierté et l'honneur de l'avant-garde révolutionnaire internationale.

La Conférence adresse un souvenir fraternel à la mémoire de ceux qui sont déjà tombés sur les divers fronts, particulièrement au camarade Robert de Fauconnet, ancien secrétaire du rayon de Marseille. Elle envoie sa sympathie ardente à ceux qui continuent la lutte.

## Laisserez-vous fusiller Piatakov Boukharine, Sokolnikov ?

Les travailleurs de France vont-ils continuer à ne s'émouvoir que lorsqu'il est trop tard, lorsque le bourreau a exécuté la sentence ?

Après les 16 fusillés d'août, les 6 fusillés de novembre (Novossibirsk), Staline s'apprête à faire fusiller Boukharine, Piatakov et autres. On sait que notre position politique est aux antipodes de celles de Boukharine, Piatakov, Radek. Ces hommes, au mois d'août, ont écrit (ou laissé signer sans les avoir écrits) des articles sanglants et orduriers contre Trotsky. Nous savions que cela ne leur épargnerait pas la fusillade. Comme pour Zinoviev, on exigeait leur abaissement et leur dégradation morale avant leur massacre.

Mais on organisant l'action contre ces massacres, nous pensons surtout aux dizaines de milliers de bolcheviks qui agonisent dans les prisons et les isolateurs. Il faut les sauver de la contre-révolution stalinienne !

La Pravda (15 décembre) a pu-

blié un article qui laisse clairement voir la vérité : On accuse les « renégats de droite » de vouloir « la restauration du capitalisme. Molotov a déclaré que « les scélérats trotskystes-zinovievistes ont également des admirateurs et des aides chez les renégats de droite ». On y accuse « Boukharine, par l'intermédiaire du traître avéré Sokolnikov, d'avoir mené des pourparlers secrets avec Kamenev », on rappelle la lutte de Staline contre Tomski et la droite, « l'agence Koukoul du parti », on accuse Slepokov, Marietski d'avoir répandu des « tracts contre-révolutionnaires ». La « vermine des droitières créa des petits groupes terroristes secrets », et ils travaillaient « la main dans la main avec les espions zinovievistes ».

C'est clair, un nouveau procès truqué, de nouveaux crimes se préparent. Travailleurs, il faut aussi vous préparer à agir, et à manifester contre les assassins. Votre voix ira se faire entendre des ambassadeurs des assassins à Paris !

## Pour le soutien de la jeunesse communiste ibérique

Une lettre des J. S. R. aux J. S. de la Seine Paris, le 13 janvier 1937.

A la Commission Exécutive des J. S. de la Seine.

Chers camarades,

La révolution espagnole est aujourd'hui à un tournant décisif. Tous les jeunes ouvriers de ce pays veulent son triomphe. Or, l'expérience démontre que le plus grand obstacle au développement de la lutte des ouvriers est constitué par les bureaucrates stalinien-réformistes, dirigeants du P. C. et des Jeunes Socialistes Unifiés. Pour atteindre leur but, le maintien du « statu quo » capitaliste, ils n'hésitent pas à réprimer sauvagement l'avant-garde révolutionnaire, avant tout dans la personne des militants du P. O. U. M. et de la Jeunesse Communiste Ibérique.

Pour éclairer le prolétariat français, pour aider la révolution socialiste espagnole, nous vous proposons de tenir à Paris un grand meeting central de solidarité avec les J. C. I., où pourraient parler un représentant de la J. C. I. et éventuellement un camarade des Jeunes Libéraux d'Espagne et des J. A. C. Nous avons déjà pris contact à ce sujet avec la J. C. I. Nous vous

demandons de nous faire connaître votre réponse au plus tôt, afin que nous puissions envisager avec vous les modalités d'organisation.

Fraternellement.

Pour le C. C. Le B. P.

## Meeting pour Trotsky à New-York

Le 18 décembre, le « Comité pour la défense de Trotsky » a tenu un grand meeting au Central Hotel. Plus de 3.000 travailleurs avaient répondu à l'appel. Les orateurs étaient : Norman Thomas, leader du Parti socialiste ; Max Eastman, Suzanne Lafolette, Faviell, et notre camarade Max Schachtman. Tous les orateurs exigèrent le droit d'asile complet pour Trotsky au Mexique, dénoncèrent les mensonges du procès de Moscou et demandèrent la réunion de la Commission Internationale d'enquête sur les procès de Moscou.

Une série de télégrammes de Chicago, de San Francisco, de Minneapolis, de Paris, etc., furent lus à ce meeting enthousiaste. L'action se poursuivra. Mille dollars (21.000 fr.) ont été collectés au meeting pour l'action contre la répression stalinienne.

## La Conférence Nationale du P.O.I. a examiné le problème des grèves, du contrôle ouvrier, et de la lutte pour le pouvoir

Après examen du premier point à l'ordre du jour (La situation en Espagne, voir L. O. de la semaine dernière), la Conférence s'est occupée de la situation en France. Voici un bref résumé analytique de la discussion.

Boitel (Seine), rapporte. Il examine le déroulement de la situation depuis octobre. Après les grèves de juin, Blum prépara la dévaluation ; mais la réanimation économique cherchée ne s'est produite qu'en partie ; due largement à l'augmentation des crédits militaires. La dévaluation, votée par les communistes, a servi à spolier les ouvriers et les classes moyennes ; elle a provoqué une augmentation du coût de la vie. En fait, les contradictions intérieures du capitalisme s'étendent ; l'anarchie de la production augmente et seule une organisation socialiste peut sortir du chaos (collectiviser, supprimer le profit patronal, pas d'indemnités). La politique Blum a été anti-ouvrière, mais prépare le terrain à l'approfondissement des luttes.

La bourgeoisie contre-attaque avant tout pour briser la résistance dans les usines. Il mène la guerrilla pour diviser le prolétariat, entamer la C. G. T. Pour le moment, le capitalisme ne peut réaliser de coup de force immédiat. Il oriente son action vers une pression sur le gouvernement pour qu'il accentue son action anti-ouvrière. Blum joue un rôle bonapartiste, renforce l'Etat, érige l'arbitrage de l'Etat (bourgeois) en dogme, affaiblit le prolétariat (voir grèves de Lille).

Le P. O. I. doit agir pour prendre la tête de la réaction ouvrière contre l'étouffement des luttes. Grand mécontentement dans la C. G. T., le P. C., le P. S. Le Front Populaire est dénoncé. Nos mots d'ordre agissent : A bas les chefs radicaux, Front prolétarien révolu-

tionnaire, Contrôle ouvrier de la production, Gouvernement ouvrier et paysan.

Le P.O.I. oppose au F. P. de collaboration de classes, le front unique de lutte de classe : le front prolétarien existe chaque fois que se constitue dans l'action pour des buts de classes une entente de divers organismes et groupements. Cette tactique s'imposera dans la lutte.

Le problème du pouvoir s'est posé aussi en liaison avec la révolution espagnole. Qui succéderait à Blum ? Voilà la question posée. Dans les conditions actuelles, nous devons mettre en avant : gouvernement des ouvriers et des paysans ; pouvoir des Comités ramifiés nationalement, dictature des travailleurs. Les phases de transition peuvent exister, mais nous ne les préconisons pas. Nous faisons immédiatement la propagande pour le pouvoir fort de la classe ouvrière.

Sur le contrôle ouvrier : englobe le côté technique et financier ; pose la question de la domination économique. Le travail syndical a une importance décisive. Dans bien des cas, la section syndicale englobe 100 % des ouvriers. Le Comité d'usine ne peut pas lui être opposé ; le délégué d'usine est au fond un représentant du Comité d'usine, tous les ouvriers ; d'où la lutte des patrons contre les délégués.

Nos fractions syndicales doivent agir avec grande décision pour faire connaître les mots d'ordre du parti.

Si des minorités plus larges se créent, nous devons collaborer avec elles, mais nos fractions élaborent toujours elles-mêmes la politique. Il faut réagir avec énergie dans les syndicats contre les calomnies stalinien. C'est la vie de nos organisations qui est en cause.

Notre journal doit s'améliorer. Les difficultés financières sont si grandes mais peuvent être vaincues par un effort collectif ; il faut améliorer dans le même sens le travail de la direction qui représente aujourd'hui une organisation en pleine croissance.

B... (Courbevoie). — D'accord avec Boitel pour une défense énergique contre les accusations stalinien. Cite le cas de son usine : la masse des ouvriers ne croit pas ces mensonges, car nous sommes liés avec elle. Les délégués d'entreprise ont parfois une situation difficile pour mettre en avant nos mots d'ordre. Il faut qu'ils soient appuyés par de bonnes cellules P. O. I. et une activité rapide des fractions syndicales.

Julien (Seine). — Estime qu'il faut mettre au premier plan le facteur guerre. Selon Julien, actuellement la bourgeoisie entend user le Gouvernement de F. P. jusqu'au bout. Ce F. P. est le meilleur gouvernement actuellement pour la bourgeoisie. S. le F. P. était chassé, les grèves que les stalinien réussissent à étouffer, éclateraient avec encore plus de force qu'en juin. Le F. P. a fait la dévaluation, l'arbitrage obli-

gatoire, et entraîne les ouvriers dans l'union sacrée. Dans la perspective immédiate, le gouvernement Blum peut durer quelques mois. La bourgeoisie essaye de créer une aristocratie ouvrière (40 heures, salaires tolérables pour certaines catégories), et dans les services publics. D'autres n'ont rien gagné et même perdu.

Le P. O. I. doit s'intéresser plus activement aux travailleurs immigrés et une Commission spéciale doit être créée. — Selon Julien, le mot d'ordre du contrôle ouvrier est un mot d'ordre d'agitation immédiate ; celui du gouvernement ouvrier est une perspective. Quand la question du pouvoir sera immédiate, il s'agira de socialisation, et non de contrôle ouvrier.

A propos des Comités d'usine, Julien considère que les Comités d'usine en 1920 n'avaient pas pour but de transformer les syndicats de la base locale sur la base de l'industrie, mais de créer le pouvoir des Soviets dans l'usine. Actuellement, il y a les sections syndicales massives. Faut-il pour cela renoncer aux Comités d'usine ? Si les délégués représentent au point de vue de la démocratie ouvrière la volonté de la majorité de la classe ouvrière, nous devrions dire que le Comité d'usine est superflu. Mais les Comités d'usine ont des tâches autres que le Syndical. Le Syndicat a pour but de vendre la force de travail le plus cher possible aux patrons ; son activité est contractuelle. Le Comité,

lui, groupant les ouvriers rien que parce qu'ils sont dans l'usine, doit être l'organe de l'administration de l'usine et poser le problème des Soviets. Le Comité d'usine et Syndicat peuvent travailler d'accord ; quelquefois, non. Estime que le parti doit avoir une capacité de mobilisation plus rapide. L'organisation est plus large ; l'initiative doit être d'autant plus grande.

Barla (Seine) intervient sur le front unique révolutionnaire : c'est une tactique ; les mots d'ordre doivent être proposés aussi à ceux qui n'ont pas rompu avec le réformisme. — Propose pour le soutien du journal une enquête sur les possibilités financières des adhérents.

Robert (Seine) estime qu'il faut s'intéresser plus activement à la question paysanne, aux femmes, aux immigrés. Des centaines de mille d'étrangers seront entraînés dans la guerre en France. Il faut éditor des bulletins en langues étrangères, commencer activement le travail avec une Commission appropriée.

Miról (Morbihan), insiste sur le travail dans les usines pour le contrôle ouvrier, pour diriger l'entreprise, contre l'arbitrage obligatoire. — Une lacune du P. O. I. : les minorités nationales, même en Bretagne, cette question joue un rôle, comme en Corse, Alsace-Lorraine ; il faut un plan de travail sur cette question. Nécessaire de travailler parmi les classes moyennes (artisans, petits paysans). Un bon travail de front unique peut être fait

avec les J. S., les anars, contre les deux ans, etc... Le journal est meilleur ; continuer.

Emile (Seine). — Il faut travailler à créer de vrais courants d'opposition syndicale des ouvriers, dans la C. G. T. ; ne pas isoler nos fractions. On le peut sans danger, ar les masses sont en mouvement.

Le mot d'ordre du contrôle ouvrier est-il juste ? Jamais il n'a abouti. Ce qui a réussi (Russie, Catalogne) c'est la collectivisation, on peut le maintenir comme propagande. Les soviets ? Il faut s'appuyer sur les formes surgies de la lutte en juin : Comités d'usine.

Clair (Seine). — Il faut clarifier l'action de nos fractions syndicales. Donner une perspective grâce aux Comités d'usine.

Boitel. — La question des Comités d'usine est centrale. Pour l'instant, le Comité d'usine apparaît comme la réunion des ouvriers qui élisent les délégués. Mais il faut élargir les fonctions en délégués (qui sont seulement souvent des prouhommes), qu'ils soient élus par tous les ouvriers présents dans la boîte, etc... — Le contrôle doit s'appliquer à des objets précis : établissement et surveillance des prix, embauchage, etc...

Boitel répond ensuite aux différentes interventions sur la question des immigrés, le travail paysan, etc...

A la fin de ce débat, les résolutions sont mises aux voix. Les propositions concernant la révolution espagnole sont adoptées. Puis, le rapport de Boitel (qui avait été distribué) sur la situation en France.

Après avoir pris différentes dispositions de travail, la Conférence est close au chant de l'Internationale, après l'adoption d'un salut au camarade Trotsky, en mer à ce moment.

Les délégués ont bien travaillé. Maintenant, à l'action !

# LES LUTTES OUVRIÈRES

## La trahison des chefs du Front Populaire ; La belle attitude de Mayer. - La leçon : il faut unifier les luttes pour le contrôle ouvrier !

Comment la grève fut déclanchée

La grève fut déclanchée à l'usine Fives-Lille le 18 novembre sur une brimade au délégué syndical Mayer connu dans la région pour son passé de tuteur révolutionnaire. Les ouvriers lui faisaient confiance.

La direction du Syndicat ouvrier des Métaux : Manguin et Gaultier et le secrétaire du Syndicat des Techniciens, Tissot, comprirent que ce mouvement, parti dans la plus grosse usine de la région, avait des causes profondes : l'augmentation du coût de la vie, les atteintes au droit syndical, les bas salaires et décidèrent de l'élargir aux 12.000 ouvriers de Lille sur les mots d'ordre : augmentation de 15 %, application immédiate des 40 heures, révision de la convention collective.

La grève de Lille prit aussitôt une importance dépassant le cadre local. Tous les ouvriers furent sensibles à la solidarité dans la lutte et, d'autre part, attendaient impatiemment le 29 novembre, jour où devait commencer l'application des 40 heures. On sait comment, dans la R. P. où l'agitation était grande, les cadres staliniens purent freiner la volonté de combat des ouvriers en limitant l'agitation aux 40 heures qui furent appliquées le 6 décembre. Premier résultat des grèves du Nord. D'autre part, les ouvriers attendent toujours les 15 %.

Dans le bassin de la Sambre, les délégués des usines, réunis le 26 novembre, décidèrent la grève générale pour le lendemain. Il nous paraît utile de noter que les dirigeants des syndicats assistant au Congrès de la Fédération des Métaux, à Paris, ne purent jouer leur rôle de « pompier ».

Le 27 novembre, les 16.000 Métallurgistes de cette région de Maubeuge essentiellement sidérurgique, occupent leurs usines. Ils pensaient que leurs 23.000 camarades de Valenciennes les suivraient consécutivement à des accords antérieurs entre les directions de syndicats.

Nos camarades ont suivi, dans la Lutte Ouvrière, les événements successifs du conflit. Rappelons pour mémoire la signature hâtive de la convention de Valenciennes par Musmeaux et les représentants du Comité des Forges, l'occupation

des usines, l'attaque fasciste contre les grévistes de la C. L. M., l'intervention de Mar Dormoy qui fut à l'origine de l'évacuation des usines de la région de Lille.

Le torpillage du mouvement

La Conférence de la Sidérurgie, réunie à Paris pour examiner les moyens de la victoire, ne laisse que désillusions aux grévistes qui sentaient bien que le seul moyen était l'élargissement de leur conflit. Elle fut en définitive sans lendemain et marqua le point de départ de la stabilisation du mouvement qui devenait sans perspective, donc difficile. C'est à ce moment que la Présidence du Conseil envisagea la nécessité de liquider le conflit.

Le torpillage de la grève dans les conditions habituelles était rendu impossible devant la volonté des masses. Léon Blum et le Bureau confédéral le comprirent très bien et pratiquèrent une méthode souple et adaptée aux circonstances. C'est ainsi qu'apparut le premier programme de Léon Blum proposant la reprise du travail sans sanction, puis enfin la loi indiquant que les sanctions seraient arbitrées avant la reprise du travail.

Durant que s'effectuait la liquidation progressive des revendications, les difficultés s'accumulaient.

La misère pénétrait dans les foyers ouvriers, malgré l'organisation de la solidarité financière seul mode de solidarité qu'on prévoit dans la C. G. T. Ces circonstances rendirent possibles les manœuvres de Frachon et de ses disciples.

Un dernière proposition gouvernementale s'inspirant de la loi sur l'arbitrage permit la liquidation définitive du conflit à Maubeuge après Pompey, où les ouvriers reprirent le travail à partir du jeudi 7 janvier, laissant sur le carreau leurs meilleurs militants, et cela après 41 jours de grève.

Les 12.000 Métallurgistes de Lille restaient seuls en grève, et ils n'occupaient plus. Sans perspective, ils ne pouvaient qu'accepter les solutions préconisées par la C. G. T., c'est-à-dire l'arbitrage obligatoire et ses conséquences.

L'arbitrage

La sentence rendue par Bourne-

lon, secrétaire de l'U. D. et Aubert, mandataire patronal, a été largement diffusée dans la presse, elle comporte principalement la reprise immédiate du travail et la suppression des sanctions contre les militants poursuivis pénalement, ce qui permet à tous de rentrer à l'atelier, mais lie les sanctions aux décisions des tribunaux ; les patrons peuvent être satisfaits.

Cette sentence violemment combattue par les délégués et par les ouvriers en assemblée générale fut finalement acceptée après que Croizat, ayant renoncé à la présenter comme une victoire, Bourne-ton consentit à poser logiquement le problème de l'arbitrage, conséquemment avec la politique du Front Populaire. Le vote d'acceptation de la sentence arbitrale ne fut acquis qu'en fonction de la confiance des ouvriers en leurs militants.

L'attitude de Mayer

Relativement aux débats qui précédèrent le vote de confiance à Bourne-ton, il faut noter deux interventions qui doignent retenir l'attention des travailleurs. Après avoir recueilli l'approbation des métallurgistes de Lille, Mayer fit une violente critique de l'activité gouvernementale et regretta que l'équipe ministérielle ne réalise pas ses promesses de défense des intérêts de la classe ouvrière. Il condamna l'arbitrage obligatoire dans le fait et dans le principe. Tissot s'efforça de démontrer que le Gouvernement ne peut faire que la politique de la classe au pouvoir, il montra que le compromis du Front Populaire n'est une bonne opération que dans la mesure où les travailleurs en tirent profit.

La loi sur l'arbitrage obligatoire, dit-il, conséquence de l'actuelle politique de « paix sociale », ne s'inscrit pas à l'actif des conquêtes ouvrières. Bien au contraire, cette loi qui comporte des sanctions contre ceux qui violent les lois de l'Etat bourgeois au service du patronat, n'est par conséquent qu'une loi bourgeoise. Dans la mesure où elle réduit les possibilités d'action de la classe ouvrière, on peut dire qu'elle comporte l'aliénation du droit de grève, seule conquête des travailleurs dans la démocratie bourgeoise. Depuis ces événements la reprise

du travail devait être effective à partir de lundi 11 janvier, tous les sanctionnés éventuels étant momentanément réintégrés dans leurs postes après décision du juge Matter, sauf Mayer, vivant symbole de la résistance acharnée des Métallurgistes lillois. Mais les patrons, devant le recul de la C. G. T. veulent obtenir plus ; ils veulent détruire l'autorité des syndicats de la C. G. T. et faire une place aux syndicats professionnels, fascistes.

C'est pourquoi lundi matin, ils n'ont pas rouvert les portes des principales usines.

La grève des Jaunes

Le lock-out patronal se dissimule sous le prétexte d'une impossibilité technique résultant d'un refus des cadres de reprendre le travail. En réalité, la « grève des cadres » se réduit à un mouvement fasciste organisé complaisamment par quelques croix de feu dont Geillon, sous-directeur à la Compagnie Lilloise des Moteurs. Ces dirigeants fascistes ont constitué un syndicat des ingénieurs et agents de maîtrise (S. I. A. M.) commençant ainsi à tenter le groupement des travailleurs les plus perméables à leur propagande. Le S. I. A. M. groupe 400 membres environ et en perd la moitié dans cette collusion trop visible avec le patronat.

La « grande presse », le Temps, du Comité des Forges, en particulier, se sert de cet incident pour tenter de dresser les ouvriers contre les cadres des usines.

En fait, dès lundi, le travail reprenait dans les usines et mercredi 5.500 ouvriers appartenant à sept usines restaient lock-outés.

Les ouvriers révolutionnaires tiennent avec nous les leçons se dégageant de ce rapide examen des grèves du Nord. Ils comprennent que, seule, une direction révolutionnaire résolue est capable de stratégie dans la lutte et peut réaliser les moyens de la victoire. Unification des luttes, par les Congrès de délégués. Application effective de l'augmentation des salaires et des 40 heures par le contrôle ouvrier sur toutes les branches de la production. A bas l'arbitrage obligatoire ! Vive l'occupation de masses ! Vive l'action directe de lutte de classes !

## LA POLITIQUE SYNDICALE

### La garantie contre la trahison : un parti révolutionnaire !

Le patronat, qui a trouvé la base essentielle de sa contre-offensive dans la politique de dévaluation du gouvernement de Front Populaire, a maintenant à son service la loi votée par tous les parlementaires de tous les partis du Front Populaire, instituant l'arbitrage obligatoire.

Racamond ou Monmousseau, ou tout autre peuvent s'évertuer à vanter « l'intégrité » ou « l'honnêteté » des arbitres bourgeois, ils ne changeront pas la réalité : la lutte gréviste est condamnée à l'étouffement, est soumise à toutes les manœuvres des champions syndicaux de la paix sociale, de la conciliation de classes aux intérêts irréductiblement opposés, la classe capitaliste et la classe ouvrière.

Combien de fois ont répété les mêmes Racamond, Monmousseau, Frachon, que seule la lutte de classe unit le peuple travailleur et que la collaboration des classes le divise ! Mais c'était au temps où ils combattaient, avec juste raison, la politique qualifiée justement de trahison de Léon Jouhaux, l'homme de l'union sacrée de 1914-1918.

Aujourd'hui, les mêmes dirigent le mouvement syndical sous la houlette du même Léon Jouhaux, qui, lui, n'a pas changé sa politique. Et l'on peut dire : le bureau confédéral est unanime. Mais unanime pour pratiquer la politique qualifiée autrefois de trahison par ceux qui osent encore s'intituler communistes.

Une telle unanimité entre réformistes traditionnels et réformistes-staliniens, facilite le développement de la contre-offensive patronale, tout simplement.

Ainsi que nous l'écrivions dans notre précédent article sur la politique syndicale, il s'avère dans les faits que lorsque les ouvriers veulent lutter par la grève contre les patrons, ils se heurtent à la volonté

de paix sociale de leurs dirigeants syndicaux. De plus en plus nombreux seront les exemples où les ouvriers seront en grève sans appui de solidarité active de leur fédération syndicale : la politique de l'arbitrage obligatoire s'oppose à l'élargissement des luttes grévistes et, par conséquent, au renforcement de la puissance de combat de la classe ouvrière.

Or, pour briser la contre-offensive générale et de plus en plus accentuée du patronat, les conflits grévistes ont besoin d'être centralisés, élargis, unifiés pour préparer une offensive ouvrière d'envergure. Les lamentations sur les « insuffisances » ou les « capitulations » du gouvernement de Front Populaire sont des pleurs inefficaces.

Et comme les directions des organisations du Front Populaire, depuis la C. G. T. jusqu'au Parti dit communiste, engagent la classe ouvrière dans une voie contraire à ses intérêts, les ouvriers révolutionnaires ont pour tâche de lutter pour forger une direction révolutionnaire des luttes ouvrières, indispensable pour vaincre la bourgeoisie.

C'est pour accomplir cette tâche et au travers de l'action, que les militants du Parti Ouvrier Internationaliste, les « trotskystes », luttent avec ardeur.

Construire le nouveau parti révolutionnaire du prolétariat, direction révolutionnaire de la lutte de classe des exploités contre les exploités, c'est lutter contre l'arbitrage obligatoire, contre ceux qui préconisent son application, c'est lutter pour l'application de l'échelle mobile, c'est lutter pour le contrôle ouvrier sur la production, pour l'organisation des milices ouvrières, c'est lutter pour le programme de la révolution socialiste dans les rangs de l'avant-garde marxiste-léniniste : le Parti Ouvrier Internationaliste.

## A bas l'arbitrage obligatoire !

### CONTROLE OUVRIER ?...

## OUI ! répondent les techniciens de l'Aviation

Les lois et décrets sur les nationalisations dans l'aviation ont été un premier pas dans la voie de la constitution d'un monopole capitaliste dans cette branche de production, couvert par le Front Populaire. Mais le grand patronat ne se contenta pas de cela. Il veut aller plus loin. Aussi dès la première réunion du Comité de coordination, a-t-il, sous prétexte de mobilisation industrielle, proposé un plan visant :

- a) A diminuer le temps nécessaire pour passer de la production de paix à la production de guerre ;
- b) A l'utilisation des spécialistes d'une part ; d'autre part des femmes ;
- c) A assurer la qualité du matériel et l'interchangeabilité des éléments.

C'est-à-dire augmentation de la rationalisation ; normalisation en vue de la production de modèles standards, avec son complément, spécialisation par usine ou groupe d'usines. Les conséquences inévitables en sont : constitution d'une couche large de spécialistes bien payés ; diminution des salaires des manœuvres (femmes) ; élimination des petites entreprises par la diminution des prix de revient dus à la rationalisation, la normalisation, la spécialisation, c'est-à-dire la constitution d'un monopole

capitaliste et la surexploitation des ouvriers.

Commentant ce projet, l'Union des Ailes écrit justement :

« Nous enregistrerons leur aveu sur la possibilité de produire en abondance, quand il s'agit de la Défense nationale, et nous le mettrons en opposition, le moment venu, avec leurs dénégations courantes sur ces possibilités d'abondance que nous déclarons, nous, en puissance dans tous les domaines de l'industrie. »

Et elle conclut :

« La semaine de 40 heures n'a pas fait entrer beaucoup de travailleurs dans la production. C'est sans doute qu'il faut la semaine de 30 heures, et si l'économie capitaliste est incapable d'assurer du travail à chacun, nous devons transformer cette économie : car un régime économique n'a de nécessité que dans la mesure où il permet de répartir le travail entre les hommes et, par conséquent les moyens de vivre. »

Nous ne saurions trop approuver cette position qui met en avant la

lutte révolutionnaire comme seule issue de la crise. L'Union des Ailes affirme que la lutte revendicative est essentiellement une lutte politique ; par là même elle est amenée à dépasser le cadre syndical et à mettre en avant un mot d'ordre hautement politique, qu'elle formule ainsi :

Contrôle ouvrier et technicien sur les usines !

Nous ne pouvons que nous réjouir de cette orientation ; elle permettra certainement de faire pénétrer l'idée de contrôle ouvrier de larges couches des ouvriers et techniciens de l'aviation et de l'ensemble des industries qui seront demain nationalisées ; comme première étape dans la voie de l'appropriation des usines par la classe ouvrière. D'autant plus est-il important d'adopter une position précise. Or, l'introduction dans la formule de l'idée d'un « contrôle technicien » risque plutôt de brouiller la question. On comprend bien que la direction d'une section fédérale de techniciens y soit en quelque sorte amenée à cette confusion par la nécessité de faire comprendre ce mot d'ordre par ses membres. Nous ne contestons d'ailleurs nullement le rôle que peuvent jouer les techniciens

comme agents techniques du contrôle. Il est même possible que le contrôle ne dépasse pas dans les premiers temps cette phase technique d'établissement de statistiques, de confrontations de chiffres.

Mais si l'on veut que le contrôle ouvrier prenne son véritable sens d'étape dans la voie de la transformation de l'économie capitaliste et principalement celle des monopoles de faits en économie socialiste, il faut lui donner un sens de classe, c'est-à-dire que ce contrôle ne peut être que le contrôle ouvrier. Cela signifie surtout que ce sont les comités d'entreprises, désignés par l'ensemble des travailleurs, ouvriers et techniciens qui doivent exercer le contrôle général, avec l'aide d'agents techniques (techniciens, comptables). C'est devant l'opinion publique ouvrière que doit être démonté au grand jour le mécanisme de l'exploitation capitaliste dans toute son absurdité, afin de préparer la mobilisation de classe des ouvriers.

POUR LES SOCIALISATIONS.  
PAR LE CONTROLE OUVRIER  
DES COMITES D'ENTREPRISES.

### Nos Enquêtes (4)

## Comment lutter contre la vie chère

LES TRUSTS LAITIERS

Les petits producteurs de lait ne pourront sortir de leur détresse que par la disparition de ce trust laitier. L'union de tous les petits producteurs pour la constitution des coopératives de vente et de coopératives de transformation s'impose. Si le gouvernement du Front Populaire était un gouvernement qui lutte réellement pour les intérêts des travailleurs industriels et agricoles, il se mettrait à la tête du combat des petits paysans laitiers contre les capitalistes du trust.

Mais le gouvernement du Front Populaire est pour le moment trop occupé de sauver l'économie du capitalisme français qui croule ; il n'a pas de temps pour s'occuper de la lutte pour la vie des travailleurs.

Les petits producteurs de lait doivent s'unir aux maraichers, aux producteurs de blé, aux vignerons, à tous les paysans ; doivent former, dans chaque village, un comité de paysans qui organisera la lutte contre les intermédiaires, les accapareurs, les grands propriétaires de la région et tous ceux qui aident ces derniers. Mais les petits et moyens paysans ne pourront pas vaincre tout seuls. Ils ne pourront vaincre que s'ils s'unissent étroitement à leurs frères de la ville, les travailleurs industriels qui, à leur tour, formeront dans chaque quartier un Comité de lutte contre la vie chère pour lutter contre les accapareurs et

les exploités de la misère humaine.

Ainsi la destruction du trust laitier permettrait la revalorisation du lait sans augmentation du prix pour les consommateurs. Mais les petits et moyens paysans doivent savoir que tant que le régime capitaliste restera debout, aucun remède efficace existera pour alléger leur misère. Les petits paysans travaillent toute l'année, pour tirer de leur terre juste assez pour ne pas mourir de faim ; criblés de dettes la possession de leur petit lopin de terre est elle-même illusoire, car demain peut-être déjà cette terre passera dans les mains des créanciers.

Les grandes exploitations modernes de gros propriétaires de terre, avec leur exploitation scientifique ultra moderne sonnent le glas de la petite propriété agricole.

Le petit paysan est redevenu un serf fixé à son sol, qui travaille pour le profit de quelques grands capitalistes accapareurs.

Petit et moyen paysan, la seule issue à la misère est l'union avec le prolétariat qui permettra aux exploités d'en finir avec le régime capitaliste et d'instaurer le gouvernement ouvrier-paysan qui sera un gouvernement luttant pour les intérêts des ouvriers et des paysans !

Paysans, une seule issue nous reste : la REVOLUTION !

(A suivre.)

PERO.

LE PARTI OUVRIER INTERNATIONALISTE  
RAYON DE VILLEURBANNE  
et des militants du P. C. démissionnaires organisent une

### Grande Conférence publique

Sujet traité :  
« Pourquoi nous démissionnons du Parti Communiste et donnons notre adhésion à la IV<sup>e</sup> Internationale. »

VENDREDI 15 JANVIER A 20 h. 30  
Café de la Boule de Pressensé, 149, rue de Pressensé (Villeurbanne)

# LA VIE DU PARTI

## La Lutte des Jeunes

### Le 2<sup>e</sup> Congrès des J.S.R. a marqué le développement de notre organisation

Samedi 2 et dimanche 3 s'est tenu à Paris le 2<sup>e</sup> Congrès National des J. S. R. Notre premier Congrès avait marqué avant tout la participation active de la jeunesse révolutionnaire à la tâche urgente imposée par le début de la vague révolutionnaire : l'édification du Parti marxiste-léniniste du prolétariat de ce pays, la contribution des jeunes ouvriers révolutionnaires à la construction de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale. Devant les difficultés immenses de cette tâche, des hésitations étaient inévitables. Mais aujourd'hui la vague de juin a balayé ce qui s'était glissé de malsain dans nos rangs ; les jeunes, animés d'un sincère esprit de combat ont pu se forger dans la lutte, le travail ingrat commence à porter ses fruits ; dans la jeunesse ouvrière, de larges courants de sympathie commencent à se manifester pour notre propre organisation, à Paris et en province, elle commence une progression numérique importante. Aussi le 2<sup>e</sup> Congrès des J. S. R. s'est-il distingué par sa cohésion, son sérieux, son attachement aux principes du marxisme révolutionnaire.

Cohésion intérieure d'abord. La discussion a été à plus d'une reprise animée ; les divergences qui se sont fait jour ont été démocratiquement réglées à la lumière de l'expérience ; aussi bien de celle de notre mouvement que des grandes leçons révolutionnaires de Russie et d'Espagne. Sur la conception de notre mouvement, sur son avenir, sur ses tâches immédiates, aucune divergence de fonds ne s'est manifestée. Les débats pour l'élection de la nouvelle direction ont nettement montré que nous nous étions aussi débarrassés des mœurs social-démocrates de la course aux places. Tous étaient animés de la volonté de servir les intérêts des J. S. R., du P. O. I. et de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Cohésion avec le Parti ensuite. L'intervention de Boitel, au nom du Parti, vivement applaudie, a marqué la confiance du Parti dans ses jeunes. Les réponses, la discussion sur la situation politique en France et le rassemblement révolutionnaire de la jeunesse, la discussion sur notre attitude en face de la Révolution espagnole, de la Jeunesse Communiste Ibérique et de la Nouvelle Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse ont montré l'identité de vue entre la J. S. R. et son parti.

Cohésion avec ses sections sœurs enfin. Pour la première fois assistaient à notre Congrès, des représentants du Bureau International des Jeunes pour la IV<sup>e</sup> Internationale et de nos sections de Belgique, d'Angleterre, de Suisse. Nos camarades des Jeunes Gardes Léninistes de Hollande avaient également envoyé un message pour notre Congrès. Les interventions du délégué du Bureau International et des sections sœurs ont marqué non seulement la volonté de réaliser notre but commun, la Nouvelle Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse, mais encore de faire dès maintenant des pas concrets dans ce sens (convocation avec la Jeunesse Communiste Ibérique d'une conférence internationale à Barcelone ; organisation d'une campagne de solidarité avec la J. C. L., etc.). Notre Conférence

Jeunesses Socialistes Révolutionnaires  
CELLULE D'ORLÉANS  
**ASSEMBLÉE D'INFORMATION**  
Samedi 23 janvier, à 20 h. 45  
25, rue des Pensées,  
Salle de la Bibliothèque  
(2<sup>e</sup> étage)  
**SUJETS TRAITÉS :**  
Les J. S. R. devant l'Union sacrée et les événements d'Espagne.  
Un camarade exclu des J. S. expliquera pourquoi il adhère à la IV<sup>e</sup> Internationale.  
**ORATEURS :**  
BOY  
exclu des J. S.  
DOLLON  
Secrétaire J. S. R. d'Orléans.  
CORVIN  
du Comité Central J. S. R.  
Les J. S., J. C., J. L. R. sont cordialement invités.  
Participation aux frais, 0 fr. 50

a été entièrement solidaire de cette position.

La Conférence a largement débattu de nos tâches. Le compte rendu de ces débats sera publié dans Révolution. Nous soulignerons seulement aujourd'hui un point dont l'importance ira chaque jour grandissant : celui du Front Proletarien Révolutionnaire et de l'Unité Révolutionnaire de la Jeunesse. On trouvera, d'autre part, une lettre qui exprime, à propos d'une action précise, notre position. Nous sommes sûrs qu'elle correspond au désir sincère des jeunes ouvriers révolutionnaires. Nous sommes sûrs aussi que la Chartre pour l'Unité Révolutionnaire de la Jeunesse que sortira sous peu notre Comité Central répondra au même ardent désir de lutte pour le renversement de la bourgeoisie et l'instauration du pouvoir ouvrier et paysan ; qu'elle correspondra au besoin d'unifier tous les jeunes révolutionnaires dans une organisation d'avant-garde qui luttera prudemment pour la révolution. A l'Unité d'Union Sacrée que veulent faire les jeunes bureaucrates stalinien en France après l'avoir fait en Belgique et en Espagne, nous opposons l'Unité pour la Révolution, sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le Congrès tout entier s'est engagé à remplir cette tâche. Les J. S. R. tous ensemble s'attacheront à la mener à bien.

### Notre réunion publique dans le 13<sup>e</sup>

Nous avions retenu la salle du Bal des Fleurs, boulevard de l'Hôpital, et donné un acompte. Mais, le patron, au dernier moment donnant comme excuse le refus de la police, nous a fermé la salle. Notre meeting ne peut donc se tenir. Il s'agit de la salle habituelle des stalinien. La police sert-elle de couverture à ces messieurs ?

### IL NOUS FAUT 10.000 Fr. SOUSCRIVEZ ! ABONNEZ-VOUS !

Allez-vous mettre en danger la parution de la « Lutte Ouvrière » ?  
Non, vous ne le voulez pas.  
C'est pourquoi, dès cette semaine, chaque lecteur, chaque sympathisant, chaque militant, nous enverra la souscription maxima :  
C. C. Postal Bardin 1907-81 Paris.

**LA LUTTE OUVRIERE**  
**COMITE DE REDACTION.** — Tous les vendredis au siège, à 19 heures. Outre les membres désignés, les rayons et les cellules doivent y adresser des délégués.  
Il est rappelé que, sous peine d'entraîner des retards dans la parution, toute la copie doit être remise au plus tard, le lundi à 19 heures.  
**COMITE D'ADMINISTRATION.** — Les camarades libres le jeudi soir doivent se rendre au local dès 14 heures pour le pliage et l'expédition du journal.

**EN PROVINCE « LA LUTTE » EST VENDUE AUX KIOSQUES SUIVANTS :**  
NOUZONVILLE. — Chez Pilard, marchand de journaux.  
SAINT-ETIENNE. — Kiosque de la place du Peuple, côté gauche.  
MARSEILLE. — Kiosque de la vieille Bourse du Travail, rue de l'Académie. Kiosque boulevard Garibaldi, dans le prolongement du cours Lieutaud et à 20 mètres du bar Provence ; kiosque à l'entrée de la gare de l'Est (départ pour Aubagne et les Camoins)  
LILLE. — Café-Tabac de la rue Neuve (cours de Béthune) et au Tabac 19, rue du Molinel.  
Lyon. — 2<sup>e</sup> arr. : Kiosque cours Verdun face à la gare ; kiosque angle du pont de la Guillotière et rue de la Barre.  
5<sup>e</sup> arr. : Kiosque pont Tilsitt, côté avenue de la Bibliothèque.  
6<sup>e</sup> arr. : Kiosque angle cours Lafayette et avenue de Saxe.  
7<sup>e</sup> arr. : Librairie, 1, r. de Mar-

## A Marseille

### AGRESSION STALINIENNE A MARSEILLE

Samedi 2 janvier, vers minuit, notre camarade Lagorce, membre de notre Parti, accompagné de son fils, se trouvait en face du cinéma de Saint-Barnabé, point terminal d'une tournée d'affichage. Reconnu par une dizaine de membres du P. C. (parmi lesquels un nommé Piétri, fonctionnaire de ce Parti), il fut l'objet de violentes injures : « Qu'on ne te voie plus afficher ici de telles saloperies ».

Arrivés dans la forêt de Bois-Luzy, Lagorce et son fils furent rejoints par deux suivants. L'un d'eux, ivre, arracha des mains du fils de Lagorce le pinceau et le pot de colle en proférant d'ignobles menaces : « Les trotskystes nous n'en voulons plus Si vous n'êtes plus d'accord avec le P. C., adhérez chez de La Rocque ou Doriot, nous vous foudrons la paix. Mais nous sommes décidés à descendre tous les trotskystes. Pour aujourd'hui, nous nous en tiendrons là, que ça vous serve de leçon ! »

Solidaire de ce camarade, les trotskystes marseillais déjoueront les provocations stalinien et y répondront par une propagande active. Et, pour commencer ; affichage de masse, pour bientôt à Saint-Barnabé même.

Le Secrétaire  
du Rayon de Marseille du P.O.I.



Nos camarades du SYNDICAT (Vosges) envoient leur salut rouge à « La Lutte Ouvrière ».  
Nous publierons, la semaine prochaine, un article retraçant la lutte des ouvriers carriers du SYNDICAT.

## Au Havre

### Les employés du Havre se dressent contre l'arbitrage obligatoire

Nous recevons du Syndicat des employés du Havre, une motion se prononçant contre l'arbitrage obligatoire.

Malgré les phrases mensongères des chefs conciliateurs, les camarades du Havre se sont dressés contre la loi de briseurs de grève.

C'est très bien. Mais, pour obtenir effectivement la victoire contre la collaboration de classe, il faut non seulement protester contre la loi sur l'arbitrage obligatoire, mais encore préconiser et mettre en œuvre les moyens de lutte de classe et les objectifs : occupation de masse, contrôle ouvrier.

L'intérêt de la motion de la Fédération des Techniciens, était, tout en affirmant nettement son hostilité à l'arbitrage obligatoire, de mettre en lumière les moyens de lutte qui s'imposent aux ouvriers : élargissement des luttes, occupation, contrôle ouvrier.

C'est dans la voie indiquée par les 60.000 techniciens et employés de la F. D. T. que doivent s'engager les camarades employés du Havre.

Seulement ainsi ils pourront collaborer à briser effectivement la loi des briseurs de grève.

P.S. — Nous apprenons que l'aventurier Molinier (groupe La Commune) se sert de la motion des employés du Havre pour tenter, sous le couvert du Syndicat, d'entrer en relations avec des militants révolutionnaires qui le connaissent bien.

Tout en soutenant chaleureusement l'action des employés du Havre, les militants révolutionnaires éviteront de tomber dans les pièges équivoques de M. Molinier.

## Précisions

Plusieurs lecteurs nous ont écrit pour nous demander si c'était notre camarade Jean Van Heijenoart qui était gérant du journal « La Commune ». C'est la compagne de Van Heijenoart qui est gérante de ce journal, et non notre camarade. Il était utile de signaler cette confusion.

Nous notons par ailleurs que « La Commune » continue à donner la preuve de « confusions » du même ordre, qui amènent régulièrement des rectifications d'autres organes. La dernière en date est la fabrication d'une page de lettres de soldats avec des documents découpés dans la « Jeune Garde » et ailleurs. Les faits, parmi d'autres, contribuent à justifier nos mises en garde contre le « journal-parasite ».

## A Cerbère

### COMMENT LA POLICE DE M. DORMOY POURCHASSE LES HEROIQUES MILICIENS

Il faut chasser le Commissaire spécial de Cerbère qui est un fasciste Un camarade nous écrit :

« Camarades :  
« Voilà un fait scandaleux dont j'ai été témoin jeudi 24, à 11 heures du soir :

« Avec le train de Port-Bou arrive le milicien Diefenbach (S. F. I. C.) de la colonne internationale, brigade Edgar André, blessé au Front de Madrid d'une balle au thorax, qui n'a encore pu être extraite. Originaire d'Allemagne, il habite à Barbezieux (Charente) où il a droit de résidence pour services rendus comme fonctionnaire à la Régie française des Chemins de fer durant l'occupation de la Rhénanie. Il peut marcher à peine et se rend chez sa femme, en convalescence. Comme papiers, il a son permis des autorités des miliciens, avec photo, ainsi qu'un visa du Consul de France de Barcelone. Néanmoins le Commissaire spécial de Cerbère, jugeant ces documents insuffisants, non seulement a refusé de le laisser passer, mais a ordonné son renouement immédiat. Le dernier train pour l'Espagne étant parti depuis longtemps, Diefenbach fut reconduit, sans autre forme de procès, au tunnel international et obligé de refaire à pied les six kilomètres séparant Cerbère de Port-Bou. « R. P. »

### Soutenez la Phalange !

XI<sup>e</sup> : 55 francs ; XII<sup>e</sup> : 17 fr. 50 ; XIV<sup>e</sup> : 30 francs ; XV<sup>e</sup> : 123 francs ; XX : 10 francs ; Choisy-le-Roi : 10 francs ; Mantes : 20 francs.  
Souscription d'un camarade sympathisant : 10 francs.  
Cette phalange fait apparaître un recul sérieux sur les précédentes.

Les camarades pensent-ils que notre journal puisse vivre sans le soutien régulier de cellules ? Chaque réunion de cellule qui se termine sans l'appel à la Phalange et sans que chacun souscrive ou apporte les souscriptions de sympathisants est une mauvaise réunion de cellule. Alors, camarades, pour assurer la parution régulière de la Lutte Ouvrière, en avant !

### IL FAUT AIDER LES VOLONTAIRES DES MILICES D'ESPAGNE

Tandis que tout le Front Populaire s'apprête à « interdire », comme des délinquants, les volontaires, le Parti Ouvrier Internationaliste vous appelle à faire les plus grands efforts pour venir en aide aux volontaires, héroïques soutiens du prolétariat espagnol.  
Souscrivez !  
C. C. Postal Bardin 1907-81 Paris.

## J. S. R.

J.S.R. (Région parisienne). — Dimanche 31 janvier, assemblée générale des responsables de cellule. Retenir la date. Une circulaire indiquera le lieu et l'ordre du jour.

Pour la fête de « Révolution ». — Les responsables locaux de presse (P.O.I. et J.S.R.) doivent passer au local prendre les cartes pour la fête. S'adresser à Corvin.

COMITE REGIONAL PARISIEN. — Tous les mardis, 21 heures, au local.

IV<sup>e</sup> CELLULE. — Tous les vendredis, de 21 heures à 23 heures, 48, rue des Archives.

XII<sup>e</sup> cellule. — Tous les mercredis, 219, faubourg Saint-Antoine.

XIII<sup>e</sup> cellule. — Tous les vendredis, 173, boulevard de la Gare.

XVII<sup>e</sup> cellule. — Tous les vendredis, 59, rue de Gauthey.

XIX<sup>e</sup> Cellule. — Tous les mercredis, à 21 heures, aux « Editions Populaires », 152, avenue Jean-Jaurès (19<sup>e</sup>). Rendez-vous - Dimanche matin, 9 heures, vente du journal au 6 place du Combat (19<sup>e</sup>).

XX<sup>e</sup> cellule. — Tous les mercredis, 44, rue de Borrégo.

Colombes. — Tous les vendredis, 15, rue Henri-Barbusse.

Lyon. — Permanence tous les samedis de 15 h. à 19 h., au siège, 17, r. d'Alger.

## CONVOICATIONS

### BANLIEUE

CHOISY-LE-ROI. — Permanence tous les dimanches matin, 10 heures à midi, au café, 9, rue Carnot.  
SAINT-DENIS. — Tous les jendis, à 21 heures, 38, boulevard Jules-Guesde, réunion cellule.

### JUVISY-SUR-ORGE

Les journaux La Lutte Ouvrière et Révolution sont en vente au kiosque, face la gare, côté mairie, à Juvisy.

### PROVINCE

NOUZONVILLE. — Pour tous renseignements, écrire à Michon, à Levrézy et à Marchal, à Nouzonville.

MARSEILLE. — Rayon P. O. I. Permanence tous les dimanches, de 11 heures à midi, Civette Noailles, 16, Marché des Capucines.

Lyon. — P.O.I., permanence tous les samedis de 15 h. à 19 h., au siège, 17, r. d'Alger (à 5 minutes de la gare de Perrache). Réunion du rayon tous les vendredis au même lieu.

Toulon. — Permanence tous les samedis à partir de 20 heures, à la Civette Louis, Place Puget.

Amiens. — Permanence au Foyer du Front Populaire, 14, place Vogel, Amiens, le samedi, de 17 heures à 20 heures.

Villeurbanne. — Réunion cellule dimanche, 149, r. F.-de-Pressensé, café Boule Pressensé.

seille ; librairie, 1, r. de Pasteur.  
ANGERS. — Kiosque rue Saint-Aubin (près du boulevard Maréchal-Foch).

TOULON. — Kiosque place Puget, Martin, Bidouré, Noël, avenue Yauban.  
NICE. — Chez Roques, 15, rue Assalut.

## PARIS

TRESORERIE DE LA REGION PARISIENNE  
Tous les jeudis, de 18 à 20 heures au local.

III<sup>e</sup> Cellule. — Tous les mercredis à 20 h. 30, 45, r. de Turbigo.

XII<sup>e</sup> CELLULE. — Permanence le dimanche, de 10 à 12 heures, 219, faubourg Saint-Antoine.

XV<sup>e</sup> Rayon. — Tous les mercredis, Cercle d'Etudes Socialistes, 96, rue Saint-Charles. Métro Beaugrenelle.

XIV<sup>e</sup> CELLULE. — Vendredi 21 h. café Talbot, 198, r. de Vanves.

XVII<sup>e</sup> Cellule. — Réunion tous les mercredis, café Ducloux, 79, avenue de Saint-Ouen.

XIX<sup>e</sup> Rayon. — Tous les vendredis à 21 heures, aux « Editions Populaires », 152, avenue Jean-Jaurès.

XX<sup>e</sup> CELLULE. — Le vendredi à 20 h. 30, réunion cellule, 44, rue du Borrogo. Tous les dimanches matin, à 9 h. 30, rue du Borrégo pour vente du journal.

## Les Livres

### De Lénine à Staline

Victor-Serge.

(« Le Crapouillot. »)  
C'est un numéro spécial du « Crapouillot », fort bien présenté, et abondamment illustré. Sous la forme d'une revue rapide, entremêlée de souvenirs personnels et de reproduction de documents, Victor-Serge situe les étapes de la dégénérescence de l'Etat soviétique et de la III<sup>e</sup> Internationale.

La présentation habile, propre à faciliter la diffusion de l'album, ne nuit pas à son contenu, loin de là. Serge a évité soigneusement le danger de « l'aneddote » et ramené chaque fait saillant, chaque tableau dramatique, à leur signification historique, à la lutte de classes qui continue. La Révolution d'Octobre ; Lénine, Trotsky ; les calomnies contre les bolcheviks ; la guerre civile et l'Armée Rouge ; la III<sup>e</sup> Internationale ; la N.E.P. et l'Opposition ; Zinoviev ; la Révolution chinoise ; la lutte contre la déportation ; l'industrialisation et la collectivisation ; la vie des déportés ; la terreur stalinienne ; le procès de Moscou ; la nouvelle constitution ; Trotsky et la IV<sup>e</sup> Internationale ; Staline contre la révolution espagnole ; — voilà quelques vues des têtes de chapitres. Un certain nombre des affirmations de Serge mériteraient d'être discutées (concernant par exemple l'appréciation de la F.A.I. et de syndicats comme susceptibles de jouer le rôle d'un parti bolchevick), et nous le ferons volontiers en d'autres occasions.

Mais dès maintenant nous avons voulu signaler le tableau clair, précis, brossé dans un style simple et entraînant, qui constitue un document de valeur mettant la vérité à la portée d'un vaste public.

### PUBLICATIONS POPULAIRES

#### NOUVEAUTES

Victor-Serge : De Lénine à Staline (un n<sup>o</sup> du Crapouillot abondamment illustré) ..... 10 fr.  
F. Adler : Un Procès en sorcellerie (Sur le Procès de Moscou) .....

#### OUVRAGES DE TROTSKY

La Révolution trahie (Sur l'U.R.S.S., 1936) ..... 18 »  
Où va la France ? (1936) ..... 7 50  
La Nouvelle Constitution de l'U.R.S.S. .... 1 »  
Défense du Terrorisme (1920) ..... 7 »  
Histoire de la Révolution Russe (4 volumes) ..... 90 »

L. Sedon : Livre Rouge sur le Procès de Moscou ..... 4 »  
Victor-Serge : Seize fusillés. Victor-Serge : L'An I de la Révolution Russe ..... 20 »  
A. Rosmer : Le mouvement ouvrier pendant la guerre 36 »  
André Gide : Retour de l'U.R.S.S. .... 6 »  
Charles Naville : André Gide et le Communisme ..... 5 »  
Thèses et Résolutions des quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste ..... 20 »

### PUBLICATIONS POPULAIRES

Nous publions ci-dessous le compte des Publications Populaires (Service des livres du Parti), pour le mois de décembre 1936.

Recettes :	
En caisse au 30 novembre	1.219 65
Vente de livres .....	1.990 60
	3.210 25
Dépenses :	
Fournitures Librairie ..	894 85
Frais d'envoi .....	178 »
Frais d'administration ..	23 85
Remboursé prêt pour édition du Livre Rouge ..	1.000 »
Versé à l'Internationale	200 »
Versé au Parti .....	80 »
	2.376 95
En caisse au 31 décembre	833 30

A nouveau, nous invitons nos lecteurs à faire leurs commandes de livres aux Publications Populaires. Ils seront servis avec promptitude comme par le passé. Compte chèque postal : Naville - 1333.80 - Paris.

Le Gérant : AIACHE.

Carré-Pierson, 35, boul. Strasbourg Paris-10<sup>e</sup>